

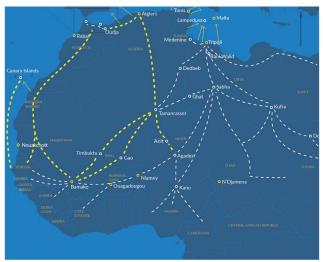
Mouvements mixtes en Afrique de l'Ouest et du Centre

Mai-Juillet 2020

Externe

Ce rapport, lequel couvre la période allant de Mai à juillet 2020, présente un aperçu des tendances observées dans la région ainsi que des activités mises en œuvre par le HCR et les partenaires en lien avec les mouvements mixtes.

Les mouvements mixtes désignent des flux de personnes qui voyagent ensemble, généralement de manière irrégulière, en empruntant des itinéraires et des moyens de transport **identiques**, mais pour des raisons **différentes**.



Mouvements mixtes en Afrique de l'ouest et centrale UNHCR

Données clefs

Niger

Niamey-surveillance des frontières (à l'exception de la Région d'Agadez)

Dans le cadre du projet de surveillance des mouvements mixtes aux frontières mené par le partenaire du HCR, CIAUD Canada, plusieurs activités ont été réalisées :

- 406 personnes ont été identifiées au niveau des postes frontaliers et ont exprimé leur souhait de demander l'asile au Niger. La répartition par nationalité indique que 54,67% parmi-eux sont des nigérians, 30,04% des burkinabés, 11,57% des maliens et 3,72% autres nationalités notamment des congolais, camerounais, tchadiens, soudanais et togolais;
- Sur 72 réfugiés en situation de mouvements secondaires irréguliers identifies, 90% sont reconnus refugies au Tchad, 7% au Cameroun et 3% au Nigeria.

Agadez

- Le bureau du HCR à Agadez continue d'enregistrer des cas de déportations d'Algérie vers la zone frontalière d'Assamaka au Niger. Du 1er mai au 31 juillet 2020, 1 048 expulsions d'Algérie ont été enregistrées, dont 539 (51%) étaient des ressortissants nigériens;
- Entre le 1er mai et le 30 juillet 2020, 45 nouveaux cas/56 personnes ont été enregistrés à Agadez, dont la majorité est composée de ressortissants soudanais du Darfour fuyant la Libye vers le Niger par le poste frontière de Madama.

Mécanisme de transit d'urgence (ETM)

Au cours de la période considérée, un total de 170 cas représentant 197 réfugiés (163 ETM et 34 Niger) ont été évalués et soumis à l'examen d'une réinstallation au Canada, aux Pays-Bas, en France, en Allemagne et en Suède;

 En fin juillet 2020, le nombre total de personnes évacuées de Libye vers le Niger s'élevait à 3 208 dont 2 454 sont parties pour être réinstallées, tandis que 815 restent au Niger.
 Parmi ces derniers 104 enfants non accompagnés et séparés.

Mali

- 857 personnes identifiées par le partenaire CIAUD-Canada aux points d'entrée et de passage de la frontière à Bamako, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka et Kidal dans le cadre de la surveillance des frontières et de l'identification des personnes en mouvements mixtes. Parmi elles, 709 personnes sont identifiées dans les flux sortants et 148 dans les flux entrants, dont 20 expulsées d'Algérie et 92 rapatriés volontaires d'Algérie. Ils proviennent du Mali, de la Guinée Conakry, du Burkina Faso et du Nigeria. Dans les flux mixtes, il y a eu 37 enfants non accompagnés/séparés référés à la Direction nationale de la promotion de L'Enfant et de la famille.
- En mai, cinq (5) cas de personnes présentant des besoins de protection internationale, de nationalité guinéenne, dont un enfant non accompagné, ont été identifiés à Tombouctou et transférés à Bamako pour la détermination du statut de réfugié (RSD). La Commission nationale pour les réfugiés (CNCR) a conclu qu'ils remplissaient les critères pour obtenir le statut de réfugié.
- En juin, une famille de 09 demandeurs d'asile qui ont déclaré être Nigerians a été identifiée à Mopti et assistée par le partenaire CIAUD-Canada avec des kits de dignité. Les entretiens de DSR ont conclu qu'il s'agissait de ressortissants maliens de la région de Ménaka.

Burkina Faso

• 517 migrants ont été identifiés lors des activités de profilage dont 413 burkinabè, 41 maliens, 13 nigérians, 11 ivoiriens, 32 nigériens, 5 togolais, 1 sénégalais et 1 libérien. Parmi les burkinabés, 57 étaient des déplacés internes.

Tchad

- Durant la période sous revue, les relais communautaires du partenaire Croix Rouge ont interrogé,
 2.470 personnes en situation de mouvements mixtes sur l'ensemble du territoire national dont 29 réfugiés et 46 demandeurs d'asile;
- Depuis le 1er janvier 2020, les relais communautaires ont collecté les données de 7.213 personnes en mouvement mixte au Tchad, dont 204 réfugiés et147 demandeurs d'asile;
- 624 migrants dont 575 ressortissants tchadiens et 49 personnes d'autres nationalités, expulsés de la Libye ont été accueillis au site de transit d'Ounianga dans la Province frontalière de l'Ennedi Ouest. Six personnes de nationalité tchadienne seraient mortes de soif à la suite d'une panne du camion qui les transportait dans le désert.

Algérie

En juin, plus de 500 personnes ont été expulsées vers la frontière avec le Niger, la majorité (68%) est originaire du Niger. Le HCR a continué à surveiller la situation grâce à sa ligne d'urgence disponible 24h/24 et 7j/7 et à défendre auprès des autorités toute personne relevant de la compétence du HCR.

Nigéria

- Au cours de la période considérée, 394 ménages soit un total de 1 304 réfugiés/retournés sont arrivés du Cameroun par Banki et Pulka, du Niger par Damasak et du Tchad par Gamboru-Ngala;
- Aucun cas de refoulement n'a été signalé, mais des cas d'extorsion d'argent ont été signalés par 3% de la population interrogée;

 Au cours d'activités de routine de surveillance des frontières et de plaidoyer pour l'accès au territoire à Bénoué et à Taraba, les moniteurs de protection du HCR ont visité plus de 150 communautés de réfugiés à la frontière avec le Cameroun.

<u>Sénégal</u>

 Dans la période sous revue, 66 nouvelles demandes d'asile (48 hommes et 18 femmes, pour la plupart centrafricains) ont été enregistrées par la Commission nationale d'éligibilité.

République centrafricaine

 Au 30 juin 2020, la République centrafricaine (RCA) avait enregistré 8 952 réfugiés et demandeurs d'asile, contre 6 951 réfugiés en mai, soit une augmentation de 22 %.
 Cette augmentation s'explique par l'arrivée de nouveaux réfugiés en provenance de la RDC entre mai et juin 2020, au nombre de 1 995, installés dans la sous-préfecture de Kouango, Préfecture de Ouaka :

COVID-19

Impact du COVID-19 sur l'accès au territoire et à l'asile

Niger

En ce qui concerne l'accès au territoire, la restriction des déplacements, l'isolement de la capitale Niamey des autres régions et la fermeture des frontières terrestres et du trafic international ainsi que l'auto-quarantaine obligatoire pour les voyageurs dans tout le pays ont eu un impact important sur les flux de mouvements mixtes de réfugiés et de demandeurs d'asile.

Cependant, ces restrictions n'ont pas entravé la capacité du HCR et de ses partenaires à mener à bien des activités essentielles, en particulier la gestion des cas de protection et la réponse de protection respectant la distanciation physique, sans rassemblement de masse.

Dans la région d'Agadez

La sensibilisation se poursuit au niveau des différents sites d'accueil sur la prévention de la COVID-19, et sur les limitations imposées par les autorités sur les déplacements, notamment à Arlit.

Le HCR Agadez a poursuivi son appui aux autorités dans le cadre du renforcement des ressources humaines du Centre de Santé Intégré du district de Toudou à Agadez à travers le partenaire APBE. Une équipe composée d'un médecin et de 3 infirmières est présente pour renforcer l'équipe médicale pour la gestion normale des soins de santé ainsi que pour les questions liées à COVID-19.

<u>Mali</u>

Bien que les frontières du Mali soient officiellement fermées, le mouvement des populations au-delà des frontières s'est poursuivi aux points d'entrée non officiels. L'identification des personnes dans les

mouvements mixtes ainsi que les sessions de sensibilisation des personnes en mouvement sur les "méthodes de prévention et de contrôle de la pandémie COVID -19" se sont également poursuivies. Le renforcement des mécanismes de surveillance des frontières et de communication pendant la période de pandémie entre les bureaux du HCR au Mali, en Mauritanie, au Burkina et au Niger a été discuté lors des trois réunions transfrontalières qui se sont tenues dans la seconde moitié du mois de juillet. Quelques cas de mouvements de réfugiés/rapatriés temporairement bloqués à la frontière avec la Mauritanie ont été signalés.



Une équipe médicale tenant une séance de sensibilisation aux mesures d'hygiène et de prévention de COVID-19 au Centre humanitaire (HC)

Burkina Faso

Dans le cadre de la sensibilisation des populations sur la problématique de la protection et de la prévention des risques liés à la maladie à corona virus, 32 causeries éducatives ont été réalisées au cours de de la période sous revue par les relais communautaires. Ces causeries éducatives ont permis de toucher 1532 personnes au cours du mois soit 732 hommes, 217 femmes, 150 filles et 433 garçons.

Pendant la période sous revue le gouvernement du Burkina Faso a allégé certaines mesures barrières comme la levée de la quarantaine et la reprise des transports interurbains depuis le 5 mai. Il faut toutefois noter que les frontières terrestres et aériennes sont restées fermées.

Tchad

Les mesures prises par le Gouvernement tchadien dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus ont eu un impact négatif sur l'accès au territoire et à l'asile des personnes en mouvements mixtes. Il s'agit notamment des mesures de fermeture des frontières aériennes et terrestres et les restrictions des voyages interurbains pendant plusieurs mois.

Nigeria

Dans l'État d'Edo, le projet Telling the Real Story (TRS) au Nigéria a adapté son message pour rejoindre d'autres acteurs afin de promouvoir la communication sur les risques et l'engagement communautaire (RCCE) sur la pandémie COVID-19. Le projet a collaboré avec la Great Esan Returnee Association (GERA) pour produire une pièce théâtrale "pidgin" sur la stigmatisation des personnes suspectées dans des contextes locaux tels qu'un salon de coiffure, et a expliqué plus en détail les modalités pour éviter de contracter la maladie. Le groupe a également produit un deuxième court sketch d'information en langues esan et bini, traduit à partir de messages de prévention partagés par le Centre nigérian de contrôle des maladies (NCDC). En juillet, le fichier audio de la vidéo a été diffusé sur la radio KU FM Bénin pendant 21 jours et Independent TV (ITV) Bénin a diffusé le court sketch pendant 10 jours.

Les tribunaux ont repris leurs activités dans l'Etat de Borno ce qui a permis la tenue des audiences foraines dans les camps de déplacés de Bakasi et de Gubio Road en plus des audiences virtuelles. Toujours dans le cadre de la lutte contre la Covid 19, les établissements correctionnels ont reçu l'ordre de libérer les détenus afin de décongestionner les centres de détention.

Dans le sud, le HCR a achevé la rénovation d'un centre d'isolement et de traitement de six lits à l'hôpital général d'Ogoja, dans l'Etat de Cross River. Après le COVID-19, cette installation sera utilisée comme service des maladies infectieuses. Un service pour enfants d'une capacité de 30 lits est également en cours de réhabilitation. Des pulvérisateurs à dos ont été fournis au centre d'isolement d'Ogoja pour améliorer le contrôle des infections. Deux centres de quarantaine pour les réfugiés nouvellement arrivés ont été achevés dans les localités d'Adagom et d'Ikyogen au CRS et à Benue, dans le cadre des mesures préventives COVID-19.

Gambie

La fermeture des frontières et la limitation des activités commerciales en raison de la COVID-19 ont eu un impact négatif sur la vie de la population réfugiée et des autres personnes relevant de la compétence du HCR, en particulier celles qui se livrent au petit commerce. Au cours de la période de référence (mai-juillet 2020), le partenaire gouvernemental (la GAFNA) a fourni une assistance sous forme de bons d'achat à 25 réfugiés.

Activités

Niger

- Organisation du 13 au 14 juillet 2020 d'un atelier de renforcement des capacités pour 40 fonctionnaires de la Direction générale de l'état civil, des migrations et des réfugiés (DGDEC-MR) sur la protection internationale dans le contexte des mouvements mixtes. Ces fonctionnaires provenaient du niveau central et du niveau local. L'objectif de la formation était de leur permettre d'identifier facilement et d'apporter des réponses aux personnes identifiées aux frontières dans le cadre des mouvements mixtes qui pourraient relever du mandat du HCR. L'atelier a été facilité à la fois par le HCR et le gouvernement.
- Un deuxième atelier sur la protection internationale a été organisé au bureau local de Maradi les 22 et 23 juillet 2020, qui a bénéficié à trente-cinq (35) fonctionnaires de la police des frontières et de la Direction régionale de l'état civil, des migrations et des réfugiés (DREC-MR). Cette occasion a été saisie pour aborder les questions liées au référencement de personnes relevant de la compétence du HCR, identifiées dans les mouvements mixtes et à la surveillance des frontières dans un contexte de sécurité précaire et de COVID-19.
- En marge de l'atelier qui s'est tenu à Maradi les 22 et 23 juillet 2020, l'UNHCR a officiellement remis au gouvernement quatre bâtiments financés, rénovés et équipés de la "Compagnie Mobile de Contrôle des Frontières" (CMCF), l'entité du gouvernement qui travaille en étroite collaboration avec le HCR.

Mali

- Diffusion de 11 émissions radio destinées aux femmes et aux jeunes sur les risques de la migration irrégulière.
- Organisation de 58 sessions de sensibilisation qui ont touché 2134 personnes en déplacement sur différents thèmes dont les risques de la migration irrégulière, les procédures d'asile, les gestes barrières contre la covid 19 etc.
- Organisation de 5 sessions de renforcement de capacités pour les membres des Comités de Protection des Communautés Locales (LCPC), des observateurs, des assistants de protection et des Forces de Défense et de Sécurité à Mopti, Tombouctou et Gao par le partenaire CIAUD-Canada sur différentes thématiques.



Séance de travail entre le HCR et l'OIM

Tchad

Dans le cadre du monitoring de protection et la collecte des données MM, les relais de la CRT ont interrogé 2.470 personnes en mouvements mixtes dans les 74 principaux sites d'entrées et de sorties sur l'ensemble du territoire national. 58% des personnes interrogées sont de nationalité tchadienne et 42% de diverses nationalités de l'Afrique subsaharienne; 43%.des personnes interrogées

veulent se rendre en Lybie.



Discussions entre un agent CRT et des expulsés au site d'Ounianga en juillet

- Enregistrement de 650 personnes en mouvements pendulaires entre le Tchad et la RCA dans la zone Sud par les moniteurs de protection de la CRT, alors que les frontières entre les deux pays sont officiellement fermées. En vue de prévenir les risques liés à ces traversées irrégulières des frontières, des conseils leur ont été fournis.
- Mission d'évaluation par la Croix rouge de la situation des personnes expulsées de Lybie (321 personnes en Mai et 126 en juillet).

Sénégal

- Les activités de points d'entrée se poursuivent. Deux missions conjointes ont été menées par l'OMS, l'OIM et le HCR dans les régions de Saint-Louis et de Ziguinchor en collaboration avec les régions médicales dans le cadre de l'appui au gouvernement dans la surveillance épidémiologique des frontières.
- Entretiens avec 87 victimes de la traite des êtres humains pour évaluer leurs besoins de protection.
 Ils ont été référés a l'OIM après évaluation de leur besoin de protection internationale.



Mission conjointe d'évaluation des Points d'Entrée de Saint-Louis

République centrafricaine

 Le HCR a entrepris une mission conjointe avec des partenaires gouvernementaux en RCA pour évaluer la situation dans le village de Toko Kota où sont arrivés 3 000 réfugiés de RDC,

A venir

Niger

Région d'Agadez

• Relocalisation des réfugiés reconnus à Niamey.

Burkina Faso

- La reproduction du manuel pour la vulgarisation du mécanisme de référencement dans les 4 langues ;
- Le démarrage de la campagne de dissémination du mécanisme de référencement national des personnes en mouvement au niveau communautaire ;
- Le financement des microprojets au profit de 25 jeunes à risque de migration irrégulière dans la Région du Sahel.

Guinée

- Mission conjointe (HCR/OIM/CNISR) pour former les acteurs clés aux points d'entrée et de transit des préfectures de Forécariah, Boké et Koundara sur le phénomène de la migration mixte;
- Formation sur la protection internationale dans le contexte des mouvements mixtes des acteurs étatiques, de la société civile et du système des Nations-Unies à Conakry ;
- Mise en place d'un accord avec une ONG pour une clinique juridique pour les réfugiés et les demandeurs d'asile ;

Sénégal

- Renforcement de capacités du réseau des journalistes spécialisés dans les questions de migration mixte, sur la protection internationale et les mouvements mixtes (octobre);
- Renforcement de capacités de la société civile en matière de protection internationale et de mouvements mixtes (novembre)

CONTACT

Regional Bureau for West and Central Africa

Patrice Dossou Ahouansou, Senior Protection Officer, ahouanso@unhcr.org